

Alternatives Economiques

Novembre 2015 | N° 351 | 5,50 €

Volkswagen

L'horizon incertain
de la filière diesel

Evasion fiscale

Un premier pas pour taxer
les multinationales

LA FRANCE qui gagne et celle qui perd

Métropoles,
nouvelles régions,
ce que la réforme
va changer



SPÉCIAL
Régionales

CLIMAT
La COP 21
en 7 questions



RETRAITES
Nouveau tour de vis



0247-3739 M 02125 - 351S - F: 5,50 € - RD



COLLABORATIF La sociologue Monique Dagnaud et la cofondatrice de OuiShare, Diana Filippova, débattent des motivations des acteurs de l'économie collaborative.

D'où vient le succès de l'économie du partage ?



« Aujourd'hui, l'investissement dans l'économie collaborative est très lié au fait qu'on n'attend plus rien des partis politiques »

MONIQUE DAGNAUD
Sociologue

L'économie collaborative est-elle une économie de l'attente : attente du retour au plein-emploi et de la sortie de crise ?

Monique Dagnaud : Ce modèle peut être un choix ou une contrainte. L'idée d'une économie de l'attente fait référence à cette période de post-adolescence qui s'étire, où on continue des études, où on voyage pour « se trouver ». Cette dimension s'applique aux jeunes qui ont la possibilité de se donner du temps pour choisir leur vie. Beaucoup de gens actifs dans le cadre de OuiShare, par exemple, peuvent faire le choix de ne pas mener une carrière (avancer, gagner de plus en plus d'argent). Ce choix – un choix de privilégiés – existait déjà il y a quarante ans.

[*]
 > **Economie de pair-à-pair :** économie privilégiant les échanges horizontaux entre égaux (les pairs) sur Internet.
 > **Economie de la fonctionnalité :** économie privilégiant l'usage à la possession, où l'on vend un service plutôt qu'un produit (des kilomètres de pneu plutôt que des pneus).

En France, la valeur du diplôme sur le marché de l'emploi dure longtemps. Pour beaucoup d'autres, jeunes ou moins jeunes, l'éco-

nomie collaborative n'est pas une économie de l'attente, mais une économie de la débrouille, faute de pouvoir faire autrement.

Diana Filippova : Je suis d'accord avec Monique Dagnaud sur l'hétérogénéité de l'économie collaborative. Au sein de OuiShare, notre vision du phénomène a évolué. A ses débuts, nous considérons l'économie collaborative comme un mouvement global obéissant à une logique commune avec l'économie de pair-à-pair* ou l'économie de la fonctionnalité*. Aujourd'hui, nous nous rendons compte que ce qui la caractérise est sa dimension postsalariale. Cette économie postsalariale sera-t-elle une économie de la précarité, où la valeur créée par la multitude sera captée par les investisseurs ? Quels sont les modèles qui permettraient une distribution équitable de la valeur créée et de la gouvernance, à l'instar des coopératives ?

En ce qui concerne la question de l'attente, le succès du concept d'économie collaborative n'est pas étranger aux promesses de lendemains heureux qu'elle a introduites. Vue

de OuiShare, la dichotomie entre les privilégiés et les autres me paraît dès lors moins nette. Eduqués et diplômés, tout nous orientait vers une carrière stable. Mais nous, les représentants de la génération Y [nés entre 1983 et 1993, NDLR], avons été déçus. Sur le marché du travail, nous ne souhaitons plus participer à un projet de société où nous ne nous reconnaissons plus.

La situation est différente pour la génération X et les baby-boomers, car ils ont bénéficié d'une insertion par l'emploi encore fonctionnelle. Quant à la génération suivante, la génération Z, celle des *digital natives*, elle a une conscience aiguë de la nécessité de construire sa vie de façon proactive.

L'économie collaborative est cependant, elle aussi, porteuse d'inégalités...

M. D. : Elle est en effet créatrice d'inégalités : cette économie est bien souvent une façon de mieux valoriser le capital. Pour s'y insérer, il faut donc déjà posséder ce capital. Pour louer un appartement avec Airbnb, il faut avoir un appartement ; cela n'empêche pas d'avoir une éthique partageuse ou des valeurs écologiques. Pour la voiture c'est différent ; il s'agit d'un bien plus répandu, qui peut apporter un complément de revenus pour des couches populaires.

D.F. : La baisse du pouvoir d'achat est l'un des facteurs clés de l'économie collaborative. Elle permet aux individus de bénéficier de biens et de services auxquels ils auraient dû renoncer : partir en vacances grâce à Airbnb ou à BlaBlaCar, deux entre-



Une centaine de Makers de POC21 ont finalisé en septembre dernier, dans les Yvelines, douze projets innovants en lien avec la transition énergétique.

prises qui ont bouleversé l'industrie du tourisme et de la mobilité. Mais parce qu'elle repose sur la monétisation de la propriété privée, les inégalités de patrimoine sont renforcées.

Le vrai sujet reste cependant les bouleversements qu'elle introduit dans l'organisation du travail : si les sites de *jobbing* ou des plates-formes comme Uber ouvrent de nouvelles opportunités d'emplois, ils éloignent des populations déjà fragiles de la protection sociale qu'offre le salariat, au moins en France. Mais les enjeux de réduction des inégalités dépassent largement l'économie collaborative.

Vous parlez l'une et l'autre de valeurs ; on est au-delà du cadre économique...

M. D. : Vouloir vivre dans un système émancipateur, comme l'expriment de nombreux acteurs, est une aspiration qui existait déjà avant. Ce qui change, c'est que cette aspiration ne passe plus par les partis politiques ni par la gauche. Aujourd'hui, l'investissement dans l'économie collaborative est très lié au fait qu'on n'attend plus rien des partis politiques, qu'on n'accorde plus une place centrale à

la politique. C'est très nouveau. On attend davantage d'une dynamique de réciprocité égalitaire et créatrice que d'institutions auxquelles on déléguerait des pouvoirs.

D. F. : Nous venons de publier un livre, *Société collaborative. La fin des hiérarchies* (voir « En savoir plus »). Ce qui nous intéresse dans l'économie collaborative est la façon dont elle participe d'un projet de société. La Silicon Valley est le plus grand labo-

« Nous nous rendons compte que ce qui caractérise l'économie collaborative aujourd'hui, c'est surtout sa dimension postsalariale »



DIANA FILIPPOVA
Cofondatrice de OuiShare

ratoire politique aujourd'hui, alors même qu'elle prétend ne pas aborder cette dimension. C'est là que s'élaborent des produits et des services qui révolutionnent notre vie. Le problème, c'est que le pouvoir reste aux mains d'une génération et de partis politiques qui défendent des intérêts ancrés dans le XX^e siècle. En comptant sur des initiatives venant du « bas », nous sommes peut-être en train de passer à côté de luttes sociales nécessaires. Notre livre soutient l'idée qu'une société collaborative porteuse de justice sociale ne pourra pas se construire sans ces luttes.

en savoir plus <

> *La société collaborative. La fin des hiérarchies*, par Diana Filippova (dir.), Rue de l'Echiquier, Paris, 2015.

> *Le site de OuiShare* : <http://ouishare.net/fr>

> *Génération Y. Les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion*, par Monique Dagnaud, Presses de Sciences-Po, 2011.

> *Le modèle californien*, par Monique Dagnaud (à paraître).

Aujourd'hui, il y a de quoi être pessimiste : en dépit des rencontres et des incubateurs sur l'écologie, l'entrepreneuriat ou le changement, la ligne politique est chaque jour plus conservatrice. Les mesures d'austérité imposées à la Grèce ou la loi sur le renseignement en sont des exemples.

Je suis curieuse de voir ce que feront, dans les années à venir,

les entrepreneurs et les activistes. Retourner dans des entreprises classiques ou prendre un tournant radical en se lançant dans la politique, dans la lignée d'un Iglesias [leader du parti espagnol Podemos, NDLR] ?

La posture des acteurs de l'économie collaborative à l'égard de la chose publique n'est-elle pas contradictoire ?

M. D. : On observe en effet une défiance à l'égard de la chose publique, mais les jeunes que j'ai rencontrés vivent le plus souvent de façon directe ou indirecte d'aides des pouvoirs publics : s'ils sont doctorants, ils ont des bourses ; Pôle emploi permet de vivre pendant deux ans et finance la création d'entreprise (Acre), etc.

D. F. : Malgré leur posture parfois libertarienne, la plupart des entrepreneurs de l'économie collaborative ne sont pas anti-étatistes. Ce qui manque, c'est un projet politique qui leur parle et leur donne envie de s'impliquer. Quant à l'argent public, il peut être un grand soutien dans un pays parfois encore généreux avec ses associations, mais aussi un obstacle : comment proposer un projet économique ou politique réellement alternatif quand vous vivez grâce à l'Etat ? C'est un facteur de blocage à terme.

■ Propos recueillis par Céline Mouzon

En partenariat avec



assureur militant

pour une société collaborative

Retrouvez l'ensemble des articles

#ideecollaborative sur consocollaborative.com